



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Montreuil, le 19 décembre 2019

LA DIRECTION SNCF PRIVE 6 000 ENFANTS DE TRAINS POUR NOËL

Hier, la direction SNCF a annoncé que le service « Junior & Cie » ne serait pas assuré pour les fêtes, laissant 6 000 enfants sans solution de transport. Cette situation est inacceptable !

Les utilisateurs de *Junior & Cie* sont détenteurs de places vendues par un centre d'appels privé, et ne font donc pas partie des billets vendus directement par la SNCF. De plus, ce service est externalisé et donc non assuré par les cheminots.

Pour rester fidèle aux déclarations irresponsables du Gouvernement, la direction SNCF concentre donc tous ses moyens sur les billets TGV vendus directement par la SNCF afin de satisfaire les élucubrations de certains ministres.

Les personnels non-grévistes sont détournés des Ouigo, les places vendues par des structures externes sont récupérées, tout cela pour que la propagande et les engagements inconsidérés du Gouvernement puissent être respectés.

Le motif de la sécurité, invoqué pour habiller cette décision, ne tient pas debout. **Les trajets J&C sont directs, ils utilisent les TGV, les plans de transport peuvent être garantis 48h à l'avance puisque les personnels grévistes ont l'obligation de se déclarer, il n'y a donc pas de raison de considérer ce service plus difficile à réaliser qu'un autre.**

Comme à son habitude, la direction SNCF et le Gouvernement sacrifient les plus pauvres, les plus jeunes et les plus fragiles (*Junior & Cie* est très utilisé par les parents divorcés par exemple).

La direction SNCF est donc prête à tout et même au pire pour servir les déclarations belliqueuses des ministres, face à un conflit qui mobilise très largement les cheminots. Cela conduit à un véritable cafouillage entre les annonces et les capacités réelles. Cela risque d'engendrer une pagaille générée par la direction elle-même.

La CGT des cheminots dénonce cet acte de sabotage délibéré qui n'est pas du fait des grévistes et qui instrumentalise les enfants et leur famille pour tenter de discréditer ceux qui luttent pour le progrès social. Cette méthode est abjecte !

La CGT appelle une nouvelle fois le Gouvernement à la raison : face à une opinion publique largement hostile à la réforme, à des salariés du public et du privé qui font le sacrifice de leur salaire pour traduire leur refus de la casse des retraites, à des organisations syndicales (CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, CFE-CGC, UNEF, UNL) qui contestent le projet et proposent des alternatives, le Gouvernement doit retirer son projet, annoncer des négociations sur l'amélioration du système actuel, et permettre au pays de retrouver le calme.

CONTACT
SERVICE PRESSE
COMMUNICATION
Cédric ROBERT
Tél : 01 55 82 84 32
com@cheminotcgt.fr